

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3964 - Dimanche 4 septembre 2016 - Prix : 10 DA

Eliminatoires de la CAN (dernière journée)/Algérie-Lesotho cet après-midi

Le premier test de Rajevac

Page 23

Parlement, partis et gouvernement

Une rentrée politique ouverte sur tous les fronts

Page 3

Encore une rentrée sans préavis de grève

Par Mohamed Habili

Encore une rentrée scolaire qui ne soit pas en même temps le début d'une grève annoncée dès la veille des grandes vacances, comme il en a tant eu depuis que les syndicats autonomes ont détrôné l'UGTA dans le secteur de l'enseignement, ce qui remonte maintenant à plus d'une décennie. Quand il n'y aurait que cela dans le bilan de l'actuelle ministre, cible privilégiée des islamistes toutes tendances confondues, il n'en serait pas moins remarquable, car pour faire en sorte que la réouverture des classes ne soit pas en même temps leur refermeture, si l'on peut dire, il a fallu bien des efforts, mener de longues et harassantes négociations. Si les islamistes avaient la haute main sur les syndicats autonomes, nul doute qu'ils auraient obtenu depuis longtemps le renvoi de Nouria Benghebrit. Le fait qu'elle soit encore à son poste est peut-être l'indice le plus fiable de leur reflux politique. S'il est en effet un secteur que ceux-ci ont investi avec force et depuis si longtemps, en fait dès les premières années de l'indépendance, c'est bien celui de l'Education. C'est de là qu'ils sont partis à la conquête des esprits et du pouvoir. Pendant longtemps il y ont fait pour ainsi dire la pluie et le beau temps. Et puis voilà qu'ils ne peuvent même plus faire partir une ministre qui n'est pas de leur bord, et ce en dépit de tout ce qu'ils ont entrepris et manigancé à cet effet.

Suite en page 3

Plus de 8 millions d'élèves rejoignent aujourd'hui l'école

Ce qui va changer à la rentrée

● Fournitures/ Les articles scolaires hors de prix



Après deux mois de grandes vacances, la cloche a sonné pour les 8 millions d'élèves que compte le système scolaire algérien. Plusieurs défis attendent le secteur de l'éducation. L'un des plus importants est celui de la réussite des nouveaux programmes qui seront menés à partir de cette année. Sont concernés en particulier les premiers paliers des cycles primaire et moyen.

Lire pages 2 et 3

Bon de transaction commerciale

Le ministère du Commerce veut convaincre les agriculteurs

Page 5

Des textes inédits interprétés en ouverture

Top départ au festival de la musique diwan

Page 13

Plus de 8 millions d'élèves rejoignent aujourd'hui l'école

Ce qui va changer à la rentrée

■ Après deux mois de grandes vacances, la cloche a sonné pour les 8 millions d'élèves que compte le système scolaire algérien. Plusieurs défis attendent le secteur de l'éducation. L'un des plus importants est celui de la réussite des nouveaux programmes qui seront menés à partir de cette année. Sont concernés en particulier les premiers paliers des cycles primaire et moyen.

Par Meriem Benchaouia

La rentrée de cette année intervient après un été marqué par la polémique, à fleurets mouchetés, sur la suppression de l'éducation islamique dans les programmes scolaires. La tension est retombée après la déclaration du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui a affirmé qu'il «n'a jamais été question de réduire le volume horaire de l'éducation islamique» qui reste «une matière à part entière» dans le programme scolaire algérien. Il a également insisté sur le fait que la langue arabe demeurerait la langue de l'enseignement dans le pays. C'est aussi le grand retour sur la scène médiatique de la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, qui semble animée d'une réelle volonté de redresser l'école algérienne que le défunt Mohamed Boudiaf qualifiait de «sinistrée». Elle promet de révolutionner le système scolaire, depuis sa nomination à la tête du secteur, elle ne cesse de le répéter. Plus que les années précédentes, la nouvelle rentrée s'annonce des plus stressantes pour la famille éducative, mais aussi pour les parents et les élèves. Et pour cause, l'année scolaire connaîtra quelques changements auxquels enseignants, élèves et parents d'élèves doivent s'adapter. Une reprise sous le signe de la rigueur et de transparence. La première responsable du secteur a mis en place un programme qui vise à mettre en conformité le processus de réforme entamé par le secteur avec les exigences de l'heure. Selon elle, «cette rentrée scolaire se distinguera par de nouveaux programmes d'enseignement pour les deux premières années



Ph/D. R.

du primaire et la première année moyenne, avec la mise en œuvre du programme de deuxième génération», a-t-elle indiqué. La priorité a été donnée à la langue arabe en tant que langue d'enseignement et matière à dispenser, d'après Benghebrit qui a estimé que «l'amélioration des résultats en général passe par la maîtrise de la langue d'enseignement». La ministre s'est engagée à ce que la rentrée, qui a été préparée tout au long de l'année, se déroule dans le calme, soulignant la prise en charge de certaines préoccupations avec le partenaire social lors de cette année scolaire à travers une batterie de mesures. Par ailleurs, le lancement officiel de la nouvelle saison scolaire se fera à partir du lycée frères Derbal, par la ministre de l'Education nationale, M^{me} Nouria Benghebrit, qui présidera, en présence du ministre des Moudjahidine Tayeb

Zitouni, à l'occasion, une cérémonie de remise d'aides scolaires à des élèves nécessiteux, avant que la délégation ministérielle n'entame une visite d'inspection des structures éducatives. Le cours inaugural sera consacré à la mémoire de la Révolution du 1^{er} novembre 1954, qui mettra en avant les valeurs de la glorieuse guerre de Libération nationale.

Les nouvelles mesures de Benghebrit

Alors que les modalités du nouveau Bac n'ont pas encore été dévoilées, le ministère affiche les nouveautés pour cette année. L'année 2017 sera marquée par l'introduction de nouveaux programmes pédagogiques et l'élaboration de nouveaux ouvrages scolaires. Des procédés de deuxième génération, de nouveaux manuels sco-

laires pour la première année moyenne et un ouvrage unique pour les première et deuxième années primaires. «Les premiers changements dans l'enseignement commenceront à prendre forme à partir de 2017», a en effet déclaré la ministre. Les manuels et les programmes, selon elle, sont issus de la réforme 2003 qui consistait à développer davantage le sens d'analyse et de compréhension chez l'élève. Pour les autres niveaux, la ministre a assuré que les réformes allaient se poursuivre dans le cadre de la transition. «Notre calendrier va au-delà de 2020 pour appliquer progressivement les nouveautés», a-t-elle précisé. La ministre a assuré que des dispositions étaient prises afin que les contraintes rencontrées l'année dernière ne se posent plus. «Nous avons organisé des cycles de formation pour la correction des sujets ; aussi nous nous

assurerons que ces derniers soient exempts d'erreurs. Des mesures seront prises pour déjouer les tentatives de fraude, assorties d'autres mesures coercitives à l'encontre des fraudeurs», dira la ministre. «Dès la prochaine année scolaire, cette réforme devrait commencer à se traduire par l'élaboration de nouveaux programmes d'enseignement, accompagnés de l'introduction de nouveaux manuels scolaires, la réduction à 36 semaines de la période des cours, la diminution du nombre d'élèves par classe et la limitation, de 5 à 3 jours, de la durée des épreuves du baccalauréat», a encore soutenu M^{me} Benghebrit.

Un salon dédié à l'équipement et au mobilier scolaire

Un salon dédié aux équipements technico-pédagogiques et au mobilier scolaire se tiendra du 16 au 19 avril à l'initiative du ministère de l'Education, en collaboration avec le ministère de l'Energie et des Mines. M^{me} Benghebrit a indiqué, à ce sujet, que cet événement profitera aux entreprises nationales versées dans cette activité. «Il renforcera la commercialisation des produits locaux dans ce secteur par le ministère de l'Education en tant que consommateur potentiel. C'est une opportunité pour ces entreprises de faire connaître leurs produits aux fonctionnaires de l'éducation», explique-t-elle, en soulignant que le but de ce salon est de mettre en place un catalogue et une nomenclature nationale normalisée des équipements scolaires et matériels pédagogiques.

M. B.

Fournitures

Les articles scolaires hors de prix

Bien que la fameuse liste de fournitures scolaires ne soit pas encore communiquée aux élèves, beaucoup de parents ont d'ores et déjà commencé à les acquérir. Disponibles et de qualité, ces articles coûteront cependant cher aux parents.

La rentrée scolaire est une date fatidique qui angoisse les parents après toutes les dépenses faites pendant les vacances, mais aussi celles futures comme l'imminent Aïd el Adha qui arrive dans quelques jours. Lors d'une tournée effectuée dans différentes boutiques et marchés de la capitale, on assiste à la même scène. Les prix proposés demeurent «exorbitants». Le cartable reste le produit le plus cher et inaccessible aux parents. Son prix pour les élèves de primaire varie entre 3 000 et 8 000 DA, pour un car-

table de qualité. Les cartables proposés à 2 000 DA restent de mauvaise qualité et ne pourront résister à une année scolaire. Le prix des cartables a donc grimpé par rapport aux années précédentes. Ce qui constitue une lourde dépense pour les parents, tenus de satisfaire coûte que coûte les desiderata de leurs enfants. «C'est de l'abus !» lance un père de famille. «Tous les magasins se sont entendus pour proposer les cartables à pas moins de 4 000 dinars, pour un cartable plus au moins solide», ajoute-t-il. Les parents d'élèves se disent obligés de mettre la main à la poche et d'acheter un cartable de qualité, une bonne fois toutes.

La trousse est vendue entre 150 et 900 DA, l'ardoise à 550 DA, une règle simple de 60 DA à 150 DA pour les modèles les

plus élaborés. Une gomme est proposée à 50 DA. Le cahier de 32 pages va jusqu'à 45 DA. Le cahier de 228 pages vous en coûtera 120 DA et même plus.

À cela, ajoutez un tablier cédé à 1 000 DA. Hors de portée pour les familles nombreuses aux revenus modestes. Pour un seul enfant, on est parfois obligé de déboursier 6 000 DA en moyenne rien que pour les articles scolaires sans parler des livres et des habits. Si certains parents attendent les listes de fournitures scolaires pour s'approvisionner, d'autres anticipent des jours à l'avance, voire des semaines, pour acheter les articles essentiels, notamment les cahiers et les stylos. Histoire d'éviter le rush et la flambée des prix des premiers jours de la rentrée. Même si ce n'est pas encore le rush, les marchés, souks et

autres boutiques de fournitures scolaires ont été réinvestis ces derniers jours. En effet, nombreux sont ceux qui ont préféré faire le shopping avant les grandes ruées de la rentrée scolaire. Mère de quatre enfants scolarisés, Malika a pris l'habitude d'acheter les articles de base tels les cahiers, stylos et crayons et autres articles dès le mois de juillet. Pour le reste il faut attendre la liste des enseignants. «Outre les prix qui sont meilleurs en cette période, cela nous permet aussi d'éviter le rush des premiers jours de la rentrée des classes», explique-t-elle.

«J'ai fait les principales dépenses, il y a quelques jours. J'ai acheté les tabliers, les cartables, les trousse et quelques fournitures pour mes enfants. Ce sont là des articles basiques qui ne nécessitent pas l'attente de la

fameuse liste des professeurs», souligne une autre mère de famille qui se plaint de la cherté des articles. «J'ai commencé les achats avant même l'arrivée de la rentrée scolaire, mais ça reste toujours cher par rapport aux années précédentes», s'indigne la même personne. La succession du mois de ramadhan, de l'Aïd et de la rentrée scolaire constitue une rude épreuve pour la bourse des ménages. Sans compter les fêtes de mariage et les vacances pour quelques familles aisées. La rentrée scolaire n'est pas le dernier événement.

Après la rentrée, ce sera l'Aïd el-Adha qui contraindra de nouveau les parents à subir les dépenses y afférentes.

Louiza Ait Ramdane

Parlement, partis et gouvernement

Une rentrée politique ouverte sur tous les fronts

■ C'est parti pour la rentrée politique, à savoir Parlement, gouvernement et partis. Une rentrée ouverte sur tous les fronts du fait qu'elle intervient dans un contexte particulier que ce soit au niveau politique avec la fièvre des législatives que des nouveautés de la Constitution et enfin les retombées de la crise financière.

Par Nacera Chennafi

Le gouvernement a entamé sa rentrée avec une réunion la semaine dernière dans laquelle il a été question d'examiner la réforme du Bac qui connaît des critiques de la part des islamistes et d'autre part, l'avant-projet de loi de finances de 2017 qui portera apparemment de nouvelles taxes et impôts. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a voulu envoyer des messages depuis Saïda où il était en visite mercredi dernier. Il s'est prononcé sur le débat autour des réformes de l'école, la suppression de la retraite anticipée, la gestion de la crise financière et enfin les prochaines élections législatives et locales de 2017.

Concernant ce dernier point, Sellal a souhaité que les prochaines élections législatives et les locales soient un «espace de dialogue sérieux» sur les grandes questions de la nation et les dossiers prioritaires plutôt qu'«un moment de surenchère, de manœuvre et de désinformation». Se prononçant sur l'école, il a indiqué que l'école n'est pas le lieu de «la surenchère» et de «la manœuvre» politique, soulignant que les constantes de la nation constitueront «les fondements de notre école». Pour Sellal, les problèmes de l'école sont dans «la modernisation de l'action pédagogique, le niveau et la déperdition scolaire, le désintérêt pour la formation professionnelle, la triche, la violence, le manque de



recherche et la prise en charge des préoccupations du personnel». Il a rassuré aussi sur une bonne rentrée scolaire en indiquant que «l'école ne doit pas être un lieu de lutte idéologique», rappelant que l'année dernière, il y avait eu «un grand chahut sur la langue d'enseignement et cette année sur les sciences islamiques». M. Sellal a assuré que «les sciences islamiques seront incluses dans l'examen du baccalauréat», appelant à en finir «avec le débat sur la langue arabe, car c'est la langue d'enseignement et l'islam qui est la religion de l'Etat». «Pourquoi alors politiser les choses pour en faire un fonds de commerce», s'est-il interrogé.



Ce sont des messages adressés à ceux qui critiquent les réformes de Benghebril. Il a aussi adressé des messages concernant la réforme de la retraite en accusant de politiser le dossier de la retraite anticipée mais le Premier ministre est resté optimiste concernant la situation financière du pays. Au niveau des formations politiques, certains affichent déjà leurs ambitions pour les prochaines élections. C'est le cas du Rassemblement national démocratique, dont le bureau politique s'est réuni vendredi sous la présidence d'Ahmed Ouyahia. La question des prochaines élections était au cœur de cette réunion et le parti enta-

mera des rencontres au niveau des wilayas dans les prochains jours, dont certaines seront chatotées par le Sg du parti. Du côté de l'opposition, la fameuse réunion annoncée de l'Instance de suivi et de coordination de l'opposition n'a toujours pas eu lieu. En attendant celle-ci, des partis membres ont déjà annoncé leur participation aux prochaines élections, à l'instar du Mouvement El Islah et le MSP qui préparent ces élections sans annoncer publiquement leur participation. Ces élections auront lieu en avril prochain, selon les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui. D'autre part, il y a le Parlement, la cérémonie d'ouverture est attendue pour aujourd'hui. Cette fois-ci, cette session sera unique pour une période de dix mois en conformité avec les nouvelles dispositions de la Constitution. Parmi les textes très attendus, il y a le projet de loi de finances de 2017. Des rapports de médias affirment que ce texte contiendra de nouveaux impôts et taxes. A cet effet, le scénario de la loi de finances de 2016, rappelant que l'opposition parlementaire s'était opposée à ce texte et des dérives verbales et physiques a été enregistré. L'opposition s'attend aussi à la déclaration de politique générale comme démarche obligatoire et la réponse des ministres et Premier ministre aux questions orales et écrites dans un délai ne dépassant pas 30 jours.

N. C.

Secteur de l'Éducation à Béjaïa

196 405 élèves dont 17 371 du préscolaire dans les classes ce matin

Ils sont 196 405 élèves à reprendre le chemin de l'école ce matin dans la wilaya de Béjaïa dont 16 972 pour la première fois 103 302 au primaire, 58 831 au moyen et 4 272 au secondaire. Cet effectif est réparti sur 8 040 groupes pédagogiques (classes), dont 4 317 au primaire, 2 381 au moyen et 1 342 au secondaire. La moyenne des élèves par groupe est de 25 et la plus élevée est 26 élèves par groupe au secondaire, précise la cellule de communication de la direction de l'éducation dans un communiqué de presse qui nous a été transmis hier. S'agissant du nombre d'élèves inscrits au préscolaire pour la nouvelle année, «il est de l'ordre de 17 371 répartis sur 660 groupes pédagogiques», précise encore la même source. «Afin d'assurer une meilleure rentrée scolaire, la direc-

tion de l'éducation a pris toutes les mesures nécessaires», indique-t-on. «Cette nouvelle rentrée scolaire a été préparée avant même la fin de l'année scolaire précédente, conformément aux directives de la ministre de l'Éducation nationale et du wali de Béjaïa», souligne-t-on. Elle est caractérisée par le renforcement du secteur en matière d'infrastructures, notamment au secondaire, mais aussi en encadrement pédagogique et administratif (proviseurs, DEM, DEP, Pep, PEM, PES, superviseurs...) ceci pour combler l'important déficit dont souffre le secteur. En matière de nouvelles infrastructures, le secondaire est bien loti cette année. Le secteur a été renforcé par 12 lycées dont trois de remplacement, deux CEM de remplacement, deux demi-pensions, deux aires de

jeux, deux groupes scolaires, 33 salles de cours et une cantine. Ainsi, les lycées seront inaugurés à Bouhamza, Draâ El Gaïd, un lycée à Béni Maâouche, à Adekar, à Feraoun, Tizi N'berber, Amalou, Toudja, Chemini, une demi-pension au lycée Krim- Belkacem à Akbou. Le moyen verra l'ouverture d'un nouveau CEM de remplacement à Akfadou, un CEM de remplacement à Feraoun avec demi-pension. «Les dossiers de création des trois nouveaux lycées de Timezrit, Sidi-Aïch et Sidi Boudrahem ont été déposés le 31 août dernier au niveau de la commission ministérielle de création d'établissements scolaires», précise la direction de l'éducation dans son communiqué de presse.

Hocine Cherfa

Livre scolaire

Plus d'un million de manuels distribués localement

«L'opération de distribution des livres scolaires a débuté au mois de mai dernier», a affirmé hier la direction de l'éducation dans un communiqué de presse. Cette opération s'est étalée jusqu'au 31 août et a touché tous les établissements scolaires sur tout le territoire de la wilaya. Afin d'assurer une bonne mise en œuvre des nouveaux programmes, appelés 2e génération, les inspecteurs, les enseignants et les directeurs d'établissement ont bénéficié et bénéficieront de formation. Ainsi, le primaire a reçu

651 366 manuels scolaires pour des besoins exprimés de 553 367 seulement, et l'opération de distribution a été achevée. Quant aux besoins du palier moyen ils sont de 319 894 livres alors que la quantité qui lui a été attribuée est de 4 979 867 livres et l'opération de distribution a été clôturée aussi alors qu'au secondaire l'on a compté 131 383 livres en matière de besoins et 225 536 reçus. Au total 1 004 644 livres ont été distribués et la quantité reçue est 1 356 769 livres et les besoins du secteur sont estimés à 1 004 644, soit le

nombre de livres distribués. Ainsi, l'opération de distribution du manuel scolaire est bouclée. Par ailleurs, pour la prime de scolarité de 3 000 DA octroyée par l'Etat dans le cadre de sa politique de solidarité, le quota réservé au secteur à Béjaïa est de l'ordre de 71 000 primes, pour un montant total de l'ordre de 213 000 000 DA. «L'opération d'attribution de cette prime aux élèves nécessiteux a commencé depuis le 28 août 2016 au niveau des établissements scolaires», affirme-t-on.

H. C.

LA QUESTION DU JOUR

Encore une rentrée sans préavis de grève

suite de la page Une

On se demande si leur campagne électorale dans la perspective des échéances de 2017, pour autant bien sûr qu'ils y participent, encore que ce soit là l'hypothèse la plus forte, ne va pas consister à mobiliser contre elle, et à rien d'autre. De sorte que la ministre pourra bien malgré elle être au cœur de cette campagne, les islamistes continuant de la cibler, et forçant du même coup leurs adversaires à la défendre. Ce que semblait en tout cas annoncer la déclaration rassurante du Premier ministre lors de son déplacement à Saïda, comme quoi son gouvernement apportait tout son soutien à Nouria Benghebril. Le fait qu'il n'y ait pas de grève au programme de cette rentrée, et que celle-ci corresponde à une rentrée politique particulière en ce qu'elle est tendue vers des élections, a pour effet d'en accentuer la dimension politique au détriment de la dimension sociale. Le premier parti à faire la sienne est le RND, qui n'a pas caché qu'il se plaçait à l'heure des élections, bien que celles-ci soient dans plusieurs mois. Son communiqué à l'issue de la réunion de son bureau national respirait la discipline et la volonté de faire à cette occasion autre chose que de la figuration. Il est clair que par préparation il faut surtout entendre confection des listes, opération délicate s'il en est pour tous les partis, mais davantage encore pour ceux qui sont sûrs de faire du résultat. Comme le RND n'a pas la réputation d'être une pétaudière, comme le FLN, il n'y a pas de raison de penser que cette opération mette à rude épreuve la sérénité qu'il se plaît dès maintenant à afficher. On ne peut en dire autant du FLN, que l'approche des élections plonge toujours dans des convulsions souvent spectaculaires. Celles-ci ne s'observent pas encore, mais cela ne saurait tarder. Il faut dire que depuis toujours, même du temps où il était parti unique, l'ordre et la discipline n'ont jamais été les principales caractéristiques du FLN. Et puis comme il y a chez lui beaucoup plus de candidats à la candidature que de candidatures, satisfaire tout le monde n'est guère possible. On sait du reste qu'on est dans le vif du sujet, c'est-à-dire dans la vraie campagne électorale, lorsque le FLN se met à se déchirer, à la grande satisfaction des journaux, qui ne manquent jamais de faire leurs choux gras de ses échauffourées internes.

M. H.

Marché du véhicule d'occasion

Entre informel, flambée des prix et diktat des smasria

■ Les restrictions imposées récemment par le gouvernement sur les importations de voitures neuves ont été à l'origine de leurs cherté et rareté sur le marché. Une conjoncture qui a contribué à la prolifération du commerce de la voiture d'occasion et de la flambée des prix des vieux véhicules.

Par Yacine Djadel

Le citoyen reste la première victime de cet état de fait. Ne pouvant plus s'offrir une voiture neuve à un prix exorbitant, en plus d'être obligé d'attendre des lustres pour sa livraison, il est contraint de se rabattre sur le marché du véhicule d'occasion. Un marché qui connaît à son tour une flambée excessive imposée en grande partie par le diktat des smasria ou courtiers ainsi que de toutes sortes de revendeurs improvisés. Le hic est que ce marché est malheureusement à 100% informel à cause de l'absence de toute réglementation et du contrôle de l'Etat. Hmida, un père de famille, la quarantaine, rencontré au fameux marché de Tidjelabine, nous confie son grand dépit : «Ça fait quatre semaines que je galère à la recherche d'une voiture bon marché mais je ne trouve rien à hauteur des 600 000 DA. C'est fou ce que les prix sont excessivement élevés et le malheur c'est que l'on risque d'être victime d'une véritable arnaque». Et là Hmida



nous parle des risques que l'acheteur tombe sur des voitures accidentées maquillées ou d'autres aux papiers trafiqués. Mourad, 29 ans, nous fait part, quant à lui, de sa difficulté à tirer profit de la vente de sa Peugeot 206 année 2005, dont il juge l'état «très bon». «J'ai du mal à

liquider ma bagnole qui pourtant est en bon état à part quelques retouches à faire. Toutes les propositions qui m'ont été faites demeurent en deça de sa valeur réelle et il faut dire que les smasria ont tout fait pour déséquilibrer le souk des voitures d'occasion». «Ils font toutes ces manigances,

a-t-il ajouté, pour se remplir les poches au détriment du pauvre citoyen». Les accusations de Mourad sont vivement écartées par Lamine, un smasri du commerce de voitures. Tout en jurant sur la tête de ses enfants celui-ci déclare : «Mon métier est très dur, je passe la journée entière

sous un soleil de plomb et souvent je ne gagne rien parce que point de vente et aucune commission en conséquence. Je peux même vous assurer que la flambée des prix des véhicules d'occasion est due à l'instabilité du marché, ces nouvelles restrictions sur l'importation des véhicules neufs et la hausse de la demande par rapport à l'offre». Notant que le marché de la voiture d'occasion risque de connaître de sérieux rebondissements avec la taxe prévue par le gouvernement via la loi de finances 2017. Et tel que rapporté dernièrement par la presse spécialisée dans le secteur de l'automobile, les concessionnaires de voitures tentent de s'approprier ce marché lucratif avec l'espoir de combler la perte occasionnée par ces restrictions. Il est clair que la voiture d'occasion fera encore beaucoup parler d'elle dans l'avenir, d'autant plus que les chiffres avancés par les spécialistes font état de la vente annuelle de 70 000 voitures d'occasion en Algérie.

Y. D.

Hydrocarbures

Les exportations de Sonatrach en hausse de 8%

Sonatrach a exporté 71,5 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) durant les huit premiers mois de 2016, en augmentation de 8% par rapport à la même période de l'année précédente, a indiqué samedi le groupe dans un communiqué. «En matière d'exportations, tous produits confondus, Sonatrach a exporté 71,5 millions de TEP à fin août 2016 contre 65,4 millions sur la même période de 2015, soit une augmentation de +8%», précise la même source. Mais pour le pétrole brut, les exportations du groupe ont reculé de 8% à fin août 2016 par rapport à la même période de 2015. Sonatrach explique cette baisse par le traitement de quantités importantes de brut au niveau des raffineries du nord. «La performance des raffineries nous a permis de réaliser notre objectif d'exportation de produits raffinés à hauteur de

123% sur les 8 premiers mois de 2016 et de dégager une croissance de 2% par rapport à la même période de 2015», selon le communiqué. «Sur le marché italien, nos exportations de gaz ont augmenté de presque 3 milliards de m³ (BCM) sur les 6 premiers mois de l'année», affirme le groupe. En termes de coût d'importation des carburants, la réduction des quantités importées a permis à Sonatrach d'économiser 710 millions de dollars (-43%) durant les huit premiers mois de l'année en cours par rapport aux réalisations à fin août 2015, selon le communiqué. Concernant les exportations de gaz par gazoducs, le groupe a enregistré une augmentation de 43% durant les huit premiers mois de l'année en cours par rapport à la même période de l'an dernier et un dépassement de 12% de l'objectif au 31 août 2016. Une bonne

partie de cette performance a eu lieu sur les trois premiers mois de l'année, coïncidant avec l'hiver, qui sont généralement cruciaux pour les clients de Sonatrach à l'exportation. «La reprise des exportations de gaz par gazoducs confirme un repositionnement de Sonatrach sur le marché européen», commente le groupe. Sur le segment du raffinage, les raffineries de Sonatrach ont traité 19,9 millions de tonnes de pétrole brut et de condensat à fin août dernier, soit une hausse de 7% (+1,26 million de T) par rapport à la même période de 2015. «Cette bonne performance est le résultat de la maximisation du taux de marche des installations», explique la même source. En outre, cet écart positif a permis la réduction des importations des essences et du gasoil et l'augmentation des exportations d'autres produits tels que le

naphta et les fuels. Ainsi, la production du gasoil a augmenté de +8% (+415 000 tonnes) ce qui s'est traduit par une diminution des importations de -25% (-350 000 tonnes), et ce, «malgré l'augmentation de la consommation sur le marché intérieur», souligne la même source. Pour les essences, la production de Sonatrach a enregistré une augmentation de +6% (+114 000 tonnes) qui s'est traduite par une diminution des importations de -10% (-110 000 tonnes). Par ailleurs, la production primaire d'hydrocarbures s'est établie à 127,4 millions de TEP au 31 août 2016, soit un taux de réalisation de 99% de l'objectif de production pour cette période. Les mois de juillet et août ont été caractérisés par l'amorce d'une augmentation du rythme de production, suite à la

reconstitution progressive du stock de matériel pour l'exploitation et le développement dont la réception a débuté en juin, en tenant compte du retard du démarrage du boosting de Tigentourine prévu en avril 2016. La moyenne mensuelle de la production primaire sur les 6 premiers mois de l'année a été de 15,7 millions de TEP/mois. Celle-ci est passée à 16,5 à partir du mois de juillet et à 16,9 millions de TEP/mois à fin août. Par rapport à la moyenne mensuelle de la production primaire sur l'année 2015, des apports additionnels ont été observés durant les mois de juillet et août 2016, ce qui a augmenté la production primaire de 600 000 TEP par mois. «L'apport progressif des nouveaux gisements notamment les projets gaziers, est prévu à partir de 2017», indique le groupe.

Fatah G.

Médéa/Caravane d'animation de proximité

«Canari» achève sa tournée estivale par une halte à Mihoub

La caravane «Canari» d'animation de proximité a achevé hier sa tournée estivale à travers plusieurs communes rurales de la wilaya de Médéa, en organisant une dernière halte au niveau de la commune de Mihoub où diverses activités d'animation et de divertissement étaient au programme. Initiée par la Ligue d'innovation et de création de jeunes

(Linocrej) de Médéa, avec le concours de l'Office local des établissements de jeunes (Odej) et la direction de la culture, cette caravane avait entamé, le 28 août dernier, un périple à travers les daïras de Derrag, Ksar-el-Boukhari, Souagui, Ain-Boucif, Tablat et, pour finir, la daïra d'El-Azzizia, dans le but de divertir les enfants des zones rurales et enclavées. Selon Farid Ahzi, l'un

des animateurs de cette caravane, l'organisation de cette manifestation avait pour objectif de permettre au plus grand nombre possible d'enfants, issus des communes isolées, de se divertir, de rompre avec leur monotonie quotidienne et de partager ensemble quelque moments de bonheur et de joie. Le programme d'animation élaboré, à cet effet, comprenait, a-

il indiqué, un espace pour la lecture, un autre pour les contes d'enfants, des projections de films d'animation en 3D, des jeux ludiques et éducatifs, des ateliers de dessins, des pièces comiques ainsi que diverses autres activités de divertissement, fortement apprécié par la jeune assistance, a-t-on expliqué de même source. La dernière halte, qui intervient à la veille

de la rentrée scolaire, à eu lieu au niveau de la commune de Mihoub, dont certains habitants, notamment les enfants et les jeunes, avaient plus besoin que les autres de fermer la parenthèse ouverte le 29 mai dernier, date du séisme qui a ébranlé la région, et se préparer, psychologiquement surtout, à entamer une nouvelle année.

L. M./APS

Bon de transaction commerciale

Le ministère du Commerce veut convaincre les agriculteurs

■ Le ministère du Commerce vient de lancer une opération de sensibilisation au profit notamment des agriculteurs et des éleveurs en vue de les convaincre de l'utilisation des bons de transactions commerciales, dont l'entrée en vigueur a été reportée pour la fin de l'année en cours.

Par Amel B.

Constatant une grande réticence de la part de ces opérateurs vis-à-vis de l'utilisation de ces bons, prévue initialement pour le 22 mai dernier, le ministère a tenu à les rassurer en affirmant qu'il ne s'agit en aucun cas d'un «moyen de vérification fiscale», selon les précisions du sous directeur de la promotion du droit de la concurrence au ministère Serdoun Mohamed. «Nous avons rencontré des difficultés dans la mise en vigueur de cette disposition. Beaucoup d'opérateurs pensent qu'il s'agit d'un document de déclaration fiscale», a regretté le responsable. Or, selon lui, «ce n'est pas le cas. L'utilisation du bon de transaction commerciale n'a aucun lien avec les impôts». «Les dispositions du décret sont claires. Nous voulons organiser ce circuit et introduire plus de transparence dans ces transactions», a-t-il insisté. Pour M. Serdoun cette disposition permettra d'éliminer les intermédiaires illégaux, qui sont responsables en grande partie de la spéculation et des flambées des



prix des fruits et légumes notamment. «A travers ces bons nous maîtriserons le marché: la source du produit, les volumes disponibles, les prix pratiqués (...). Le spéculateur n'aura plus de place dans cette chaîne», a-t-il estimé. Dans cette démarche, le ministère du Commerce a opté pour la sensibilisation et la vulgarisation auprès des opérateurs concernés par cette disposition.

Plusieurs activités, comme des journées d'étude et d'information, des séminaires, des conférences ainsi que des rencontres directes avec les opérateurs, sont organisées par les services extérieurs du ministère à travers le territoire national, selon le même responsable. «L'objectif actuel est de transmettre le contenu du décret, prévoyant cette mesure, au plus grand

nombre d'opérateurs notamment à ceux qui ont une influence importante dans l'approvisionnement et la stabilisation du marché», explique M. Serdoun. Selon le décret, le bon de transaction commerciale a pour but de «garantir fidèlement la transparence des transactions, de connaître les quantités vendues et des prix pratiqués et de maîtriser les circuits de commercial-

sation». Sont concernés par cette mesure les opérateurs intervenant dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture ainsi que celui de l'artisanat. Selon le texte définissant le modèle du document tenant lieu de facture, le bon de transaction commerciale est un document établi par l'agent économique lors de la vente faite au profit de l'acheteur, même si celui-ci n'est pas l'acheteur final et qu'il est chargé de la vente du produit pour le compte de l'agent économique. Le bon de transaction commerciale doit comporter les prix convenus entre l'agent économique et l'acheteur, qu'ils soient provisoires y compris sous la forme de fourchettes de prix ou qu'ils soient définitifs. Les mentions obligatoires devant figurer sur ce bon sont notamment la désignation, le prix unitaire, la quantité, le montant par produit et le montant total. Ce document doit être présenté par l'opérateur, qu'il soit vendeur ou acheteur, à la première réquisition des fonctionnaires habilités par la législation en vigueur, ou dans un délai fixé par l'administration concernée. A. B./APS

Prix

Le pétrole finit la semaine sur un net rebond à New York

Les cours du pétrole ont rebondi vendredi à New York après avoir baissé toute la semaine, soutenus par des déclarations de la Russie et dans la foulée de chiffres de l'emploi américain en deçà des attentes. Le cours du baril de «light sweet crude», référence américaine du brut, a pris 1,28 dollar à 44,44

dollars sur le contrat pour livraison en octobre au New York Mercantile Exchange (Nymex). «C'est un rebond, les prix remontent après les fortes baisses des séances précédentes», a estimé Jason Schenker de Prestige Economics. «Je pense que le marché avait trop vendu», a ajouté Phil Flynn de Price Futures.

Les cours ont bénéficié d'une déclaration du président russe Vladimir Poutine, nouvel épisode d'un feuilleton sur un gel de la production qui dure depuis près d'un mois et dans lequel les différents pays producteurs de pétrole soufflent le chaud et le froid. «Je vais répéter notre position: nous estimons que ce serait une bonne décision pour le secteur énergétique mondial», a déclaré M. Poutine dans un entretien à Bloomberg, publié sur le site du Kremlin, à rebours des déclarations de son ministre de l'Energie jeudi. Le président russe a également «suggéré que l'Iran pourrait bénéficier d'une

exemption, sorte de compromis pour aboutir à un accord», a remarqué Tim Evans de Citi dans une note. Une limitation de l'offre permettrait de soutenir des cours qui souffrent globalement des craintes d'un excès d'offre. Lors d'une réunion informelle à Alger fin septembre, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) doivent tenter de trouver un accord sur le sujet. La Russie, important pays producteur non membre de l'Opep, pourrait s'y joindre ultérieurement. Les cours ont aussi profité vendredi de chiffres des créations d'emplois aux Etats-Unis en-dessous des attentes

des analystes, qui ont brièvement fait reculer le dollar. La Fed, notamment son numéro 2 Stanley Fischer, avait fait de ces chiffres d'août un indicateur crucial à l'aune de sa politique monétaire. «Ces chiffres montrent que la Réserve fédérale (Fed) ne peut pas augmenter ses taux en septembre», a estimé Phil Flynn. Le dollar est ensuite repassé dans le vert face à l'euro, ce qui n'a pas douché les espoirs des spécialistes du pétrole de voir le billet vert s'affaiblir à moyen terme, ce qui profiterait au pétrole, libellé dans cette monnaie.

Souad H. /agences

Industrie

La Russie veut transformer son Extrême-Orient en un pôle économique

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré hier que la priorité de son pays à l'heure actuelle était de transformer l'Extrême-Orient russe en un centre de développement socio-économique. «La production industrielle s'est accrue de 5% l'année dernière dans la région de l'Extrême-Orient, alors que la croissance dans l'ensemble du pays n'a atteint que 0,3% en 2015», a indiqué M. Poutine lors de la deuxième édition du Forum économique oriental, un forum qui s'est ouvert vendredi à Vladivostok et qui rassemble 2.500 invités et investisseurs venus de 28 pays. Lors d'une session plénière sur le thème «Ouvrir l'Extrême-Orient russe», le président a indiqué que 1.000

milliards de roubles (15 millions de dollars) avaient été investis dans la région l'année dernière. Selon M. Poutine, l'indicateur le plus important des changements en cours dans la région est la dynamique démographique positive. «La population a augmenté dans la région de Khabarovsk, à Sakhaline, en Yakoutie et dans la Tchoukotka pour la première fois depuis 25 ans», a-t-il souligné, ajoutant que la natalité était supérieure à la mortalité pour la troisième année consécutive et que l'immigration depuis la région avait diminué de 3,5 fois pendant le premier semestre de 2016. A présent, M. Poutine estime qu'il est crucial de maintenir la hausse de la population. R.E.

Boostées par un rapport décevant sur l'emploi américain

Nette hausse des Bourses européennes à la clôture

LES BOURSES européennes ont terminé en forte hausse, boostées par un rapport décevant sur l'emploi américain pour le mois d'août suggérant que la Fed pourrait attendre avant de remonter ses taux. L'économie américaine a généré 151 000 nouvelles embauches en août en données corrigées des variations saisonnières, alors que les analystes tablaient sur 180 000, après 275 000 en juillet. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à 4,9%. Selon les analystes, ces chiffres sont relativement «faibles», avec pour conséquence d'écarter la possibilité d'une hausse des taux en septembre, lors de la prochaine réunion de la banque centrale américaine (Fed). Après des semaines où ils se sont demandés si la banque centrale allait relever ses taux en sep-

tembre, les marchés ont probablement eu leur réponse vendredi, même si la réunion de politique monétaire est prévue les 20 et 21 septembre, estiment-ils. Les marchés attendaient cet indicateur «avec impatience», après des déclarations de membres de la Fed ramenant sur la table la perspective d'une hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. L'Eurostoxx 50 a fini en hausse de 2,06%. La Bourse de Londres a terminé sur un fort rebond (+2,20%), l'indice FTSE-100 des principales valeurs avançant de 148,63 points à 6.894,60 points. Les compagnies pétrolières ont terminé en hausse, portées par la bonne tenue des cours du brut, sur fond de baisse du dollar après l'indicateur américain.

APS

Tipasa

Plus de 10 000 micro-entreprises créées depuis 1997

■ *Quelque 10 619 micro-entreprises ont été créées, dans la wilaya de Tipasa, par l'entremise de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), depuis le lancement du dispositif en 1997, a-t-on appris de son responsable local.*

Par Ilham N.

«L'Ansej a contribué à la création de 10 619 entreprises dans différents secteurs d'activités, ayant généré plus de 31 850 emplois permanents», a indiqué Adlane Lazali, dans un point de presse consacré au bilan d'activité de cette agence pour le premier semestre 2016. Sur ce total d'unités créées, un taux de 12% ont déposé leurs bilans, a-t-il ajouté, qualifiant ce taux de «minime» comparativement aux bons résultats obtenus par le dispositif, à plus d'un titre, a-t-il relevé. Pour M. Lazali ces résultats positifs sont en phase de faire de l'Ansej l'un des «moteurs de l'industrie nationale, par sa contribution à la diversification de l'économie nationale et à la création de l'emploi notamment». «Si certaines unités ont fait faillite, il n'en demeure pas moins», a-t-il observé, que des «centaines de jeunes promoteurs bénéficiaires des crédits Ansej ont su dépasser les contraintes et les difficultés financières, grâce à l'accompagnement assuré par l'agence», a-t-il assuré, soulignant l'intérêt du programme de soutien et formation mis en place pour assister les jeunes entreprises en matière de gestion, marketing, comptabilité, entre autres. Il a, d'autre part, signalé la signature de contrats de sous-traitance entre plus de 80 micro-entreprises de la wilaya et différentes sociétés nationales dont Algérie-Telecom et la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL). M. Lazali a cité en exemple une micro entreprise spé-



cialisée en plomberie sanitaire, dont le promoteur a pu atteindre un chiffre d'affaires de quatre millions de da, grâce à un contrat de sous-traitance avec la SEAAL. «Ce chiffre d'affaires est le double du montant engagé dans le projet», s'est-il félicité. S'exprimant au sujet des fraudeurs, le responsable a révélé l'engagement de 34 plaintes auprès des services judiciaires de la wilaya, pour «abus de confiance» dont trois ont abouti à la condamnation des bénéficiaires concernés à trois années de prison ferme. «Il faut savoir faire la différence», a-t-il dit,

entre «une unité en état de dépôt de bilan (ou faillite), qui est une situation tout à fait ordinaire qui arrive quotidiennement de par le monde» et la «fraude ou l'escroquerie représentée par le fait que les bénéficiaires ont vendu leurs équipements, ou n'ont même pas lancé le projet, ou ont exploité l'investissement à d'autres fins avec la complicité de ceux qui les ont financés». Il a, néanmoins, estimé que l'enregistrement de 35 cas de fraude est un chiffre qui ne prête pas à l'alarmisme. Par ailleurs, le responsable a fait cas du recouvrement, par ses services, de plus

de 71.5 millions de DA auprès des jeunes promoteurs de projets, depuis le début de l'année 2016 à ce jour, enregistrant ainsi une hausse de plus de 3, 35 millions de DA comparativement à 2015, siège du recouvrement de 69 millions de DA.

I. N./APS

Laghouat 80 millions DA consacrés au transport scolaire

UNE ENVELOPPE de 80 millions dinars a été allouée pour assurer le transport scolaire au titre de la nouvelle saison scolaire (2016-2017) au profit des scolarisés des régions éparses de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris des services de la direction locale de l'Education nationale. Ce montant financier sera destiné soit pour la maintenance des moyens actuels de transport existants à travers les communes de la wilaya, ou pour l'acquisition de nouveaux moyens de transport pour renforcer le parc du transport scolaire, a précisé le chargé de la communication à la direction du secteur Cherif Daoudi. Cette enveloppe a été dégagée du budget de la wilaya, dont l'objectif est de concrétiser des actions de solidarité dans le secteur de l'éducation, de permettre aux élèves des régions enclavées de suivre leur scolarisation dans de bonnes conditions, a-t-il ajouté. Il est prévu également, dans le même cadre, la distribution de 11 240 cartables au profit des scolarisés issus des familles nécessiteuses, dont 8 640 unités offertes par l'administration locale, et le restes octroyer par la direction locale de l'action sociale (DAS), a-t-on fait savoir. Les scolarisés bénéficieront aussi de la prime scolaire (3 000 DA), dont des efforts sont déployés pour l'octroi de cette aide scolaire dans les brefs délais, selon la même source. Pas moins de 114 000 élèves scolarisés, tous cycles confondus sont attendus à travers les établissements éducatifs de la wilaya de Laghouat, au titre de la nouvelle rentrée scolaire (2016-2017), selon les chiffres de la direction locale du secteur.

R.R.

Oran

Signature prochaine de conventions de formation en TIC et en marketing

La direction de la formation et enseignement professionnels de la wilaya d'Oran signera dès la prochaine rentrée, deux conventions de formation d'apprentis en TIC et en marketing, a-t-on appris de cette instance. La première convention sera signée avec le groupe d'industries électroniques «Condor» en vue de former une vingtaine d'apprentis dans les domaines de la réparation des téléphones et tablettes et l'assistance de multimédias. La seconde

convention sera paraphée avec l'opérateur de téléphonie mobile «Djezzy» et visera la formation de 32 apprentis en qualité de conseiller de vente et agent commercial, ajoute on. D'autre part, pour répondre au marché du travail, une spécialité maintenance des véhicules de poids léger sera ouverte à la prochaine rentrée de formation, fixée au 25 septembre, à l'institut national spécialisé en formation professionnelle d'Es Sénia. Un institut d'enseignement pro-

fessionnel d'Arzew sera ouvert et il sera spécialisé dans le domaine de la maintenance industrielle » au profit des élèves ayant un niveau de la 4ème année moyenne ou de la 1^{re} année secondaire. Pour le moment, 60 jeunes se sont déjà inscrits dans cette filière. Par ailleurs, le secteur de la formation et enseignement professionnels d'Oran a dégagé, pour la session de septembre, 8 500 places pédagogiques en différents modes de formation et couvrant 18

filiales et 96 spécialités et 214 sections. Sur le plan de l'information et de la communication, la dite direction a organisé des portes ouvertes sur le secteur et une caravane d'été sillonnant les différentes plages d'Oran a été mise sur pied. Pour rappel, les inscriptions pour cette session se poursuivent jusqu'au 17 du mois en cours à travers 24 établissements de formation dont 4 instituts spécialisés.

Ali O./agences

Tindouf

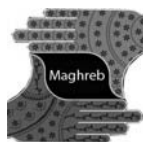
Avancement des travaux de rénovation des réseaux d'AEP

Les travaux de rénovation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) enregistrent un avancement à travers les cités et quartiers de la ville de Tindouf, a indiqué la direction locale de l'entreprise de l'Algérienne des eaux (ADE). Visant l'amélioration de l'approvisionnement en eau qui enregistre certaines perturbations du fait de l'obstruction des canalisations vétustes, cette opération de rénovation, dotée d'une enveloppe de plus

de 3,7 millions DA, cible les cités et quartiers d'El-Kassabi, Moussani, 350 logements et des 337 logements à la faveur d'un marché conclu avec la commune de Tindouf, scindé en quatre tranches, a précisé le directeur de l'unité de l'ADE, Bilal Hamma. Cette opération, livrable avant fin de cette année, permettra d'améliorer l'alimentation en eau potable d'une manière régulière pour la population, en attendant la réception de la station de démi-

néralisation, tant attendue par la population locale. Selon ce responsable, deux marchés ont été également signés gré à gré entre les services de la wilaya et l'ADE, dont le premier porte sur la rénovation du château d'eau au quartier Moussani, et la seconde consiste en la réhabilitation du réseau d'AEP au niveau d'autres quartiers de la ville de Tindouf. La même source a relevé que la perturbation de distribution de l'eau au niveau

de certains quartiers de Tindouf est due notamment aux obstructions du réseau, aux infiltrations provoquées par la qualité de l'eau en haute teneur en sel au champ de captage de Hassi Abdallah. Les coupures électriques enregistrées au niveau de certains forages d'alimentation ont également été à l'origine des perturbations d'alimentation en eau potable à travers certains quartiers du chef lieu de wilaya, a-t-il encore ajouté. M.I./APS



Violation des droits de l'homme au Sahara occidental

Paloma Lopez préconise la suspension de l'accord d'association UE-Maroc

■ L'eurodéputée espagnole Paloma Lopez a exhorté l'Union européenne (UE) à prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le respect des droits de l'homme au Sahara occidental par les autorités marocaines d'occupation, préconisant la suspension de l'accord d'association avec le Maroc eu égard à «l'échec de la politique du dialogue».

Par Faiza O.

«Compte tenu du niveau d'utilisation de la violence contre les prisonniers politiques sahraouis et l'échec de la politique européenne fondée uniquement sur le dialogue avec les autorités marocaines d'occupation et institutions connexes tels que la CNDH, d'autres mesures sont nécessaires pour garantir le respect des obligations du Maroc en matière des droits de l'homme, y compris la suspension de l'accord d'association», a-t-elle plaidé dans une question écrite adressée à la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini. Dénonçant les violations des droits de l'homme qui s'opèrent au grand jour dans les



territoires occupés du Sahara occidental et dont souffre le peuple sahraoui dans l'ensemble et particulièrement ses défenseurs des droits humains, Paloma Lopez a cité le cas du groupe de jeunes de Sidi Ifni, arrêtés le 26 juillet dernier pour avoir manifesté afin de rappeler à l'Espagne, en tant que puissance administrante au Sahara occidental, ses obligations à l'égard du peuple sahraoui. Selon l'eurodéputée espagnole, les activistes sahraouis, Amazoz Mohamed, Mohamed Darbala, Idris Amara, Yousaf Handa, Mabarak Fikari, Id Ali Alhosin, et Rachid Ayoub qui manifestaient pacifiquement devant un ancien bâtiment datant du protectorat espagnol sur la ville de Sidi Ifni, ont été arrêtés et torturés au poste de police et dans la prison de Tiznit, où il sont incarcérés depuis le 27 juillet dernier. La persécution systématique des défenseurs des droits de l'homme sahraouis par le Maroc, a-t-elle encore relevé dans une autre question, voit ses effets accentués par l'arrestation de 18 étudiants sahraouis au motif de leur

implication dans des activités politiques pacifiques en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, pourtant, reconnu internationalement et dont le procès a commencé jeudi à Marrakech. Elle a appelé, à ce titre, la communauté internationale à prendre position et l'UE à protéger les libertés des défenseurs des droits de l'homme au Sahara occidental, à œuvrer pour la libération de ces jeunes et à condamner l'utilisation par les autorités marocaines du «jugement collectif» comme moyen de répression des militants sahraouis. La parlementaire européenne a invité la chef de la diplomatie européenne, en outre, à prendre toutes les mesures appropriées afin de s'assurer qu'aucun civil ne soit jugé devant un tribunal militaire et de mettre fin à la détention arbitraire et les arrestations pour des raisons politiques. Elle a demandé, en outre, à la chef de la diplomatie européenne à prendre les mesures nécessaires pour garantir le respect de la dignité et des droits des prisonniers politiques sahraouis,

notamment la reconnaissance de leur statut de prisonnier politique. Citant des rapports récents de médias internationaux, Paloma Lopez a indiqué que des prisonniers sahraouis politiques: Lefkir et Mohamed El Bakai Laraabi, du groupe de Gdiem Izik, ont été attaqués violemment par des prisonniers marocains ordinaires dans la prison de Salé à Rabat, sans que les gardiens de prison marocains, n'interviennent pour les protéger. Rappelant le cas du prisonnier politique M'Barek Daoudi, dont la situation s'est empirée après sa détention en isolement, Paloma Lopez a appelé Mogherini à «condamner publiquement» le traitement qui a été réservé par les autorités marocaines à ce prisonnier politique sahraoui, d'autant que, a-t-il poursuivi, la délégation de l'UE à Rabat «a reconnu implicitement l'existence d'irrégularités dans son arrestation et avoir été victime d'un mauvais traitement». L'eurodéputée espagnole a exhorté, par ailleurs, la haute représentante de l'UE aux affaires étrangères et la politique

de sécurité à «protester officiellement» auprès du Maroc sur la «répression violente» qui s'est abattue sur les manifestants à Dakhla et à exiger une enquête impartiale sur l'assassinat, le 10 août dernier du jeune sahraoui Mohamed Fadel Khatri Ould Ahnan par un colon marocain. Les militants sahraouis qui prônaient l'autodétermination du Sahara occidental et revendiquaient leurs droits socio-économiques, continuaient d'être la cible de répression afin de les empêcher d'exprimer leurs revendications légitimes, a soutenu Paloma Lopez. Elle en veut pour preuve, la «force excessive» utilisée par les forces marocaines lors des manifestations du 11 et 22 juin dernier, respectivement, à Laâyoune et à Smara. Elle a appelé, à ce titre, la chef de la diplomatie européenne à «condamner l'usage disproportionné de la force par les autorités marocaines d'occupation contre les manifestants sahraouis», jugeant «cette politique coloniale incompatible avec le principe du respect des droits de l'homme sur lequel se base l'accord d'association UE-Maroc». La chef de la diplomatie de l'UE a, dans sa réponse à la question soulevée par Paloma Lopez, affirmé que l'UE soutient les efforts du Secrétaire général des Nations-unies pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le contexte d'arrangements conformes avec les buts et principes de la Charte de l'ONU. Mogherini a assuré également que l'UE suit de près la situation des droits de l'homme au Maroc et au Sahara occidental dans le cadre de son dialogue politique avec les autorités marocaines.

Trafic de drogue en Mauritanie

Les deux fils d'un ex-président à nouveau condamnés en appel

La justice mauritanienne a condamné en appel, pour trafic de drogue, deux fils de l'ex-président Mohamed Khouna Ould Haidalla, confirmant la peine de l'un et aggravant celle de son frère, a indiqué leur avocat. Le 1^{er} juin, Sidi Mohamed Ould Haidalla avait été condamné en première instance, par la cour criminelle de Nouakchott, à 15 ans de prison ferme, et son frère Ely Cheikh à quatre ans avec sursis. Les deux frères avaient fait appel. Dans un jugement rendu mardi, la cour d'appel a confirmé la peine de Sidi Mohamed Ould Haidalla et porté celle de Ely Cheikh à six ans de prison avec sursis, a affirmé un de leurs avocats, Moctar Ould Ely, cité par l'agence AFP. «Pourtant, en appel, on doit toujours privilégier la réduction des peines et non leur aggravation.

Mais dans cette parodie de justice, cela se passe ainsi», a commenté M^r Ould Ely. L'avocat a par ailleurs affirmé qu'Ely Cheikh Ould Haidalla avait été torturé pendant sa détention, assurant que cela figurait dans un rapport médical transmis à la cour. Il n'a pas fourni de détails. Le père des deux condamnés, Mohamed Khouna Ould Haidalla, a dirigé la

Mauritanie de 1980 à 1984. Les fils de M. Ould Haidalla avaient été jugés en même temps que onze autres personnes. Deux d'entre elles avaient été condamnées : Ely Hamdi Ould Abou Bekrine à onze ans de prison et Elmaaloum Ould Ahmed Bilal à dix ans. Les neuf autres prévenus avaient été acquittés pour «manque de preuves». Tous les

treize faisaient partie d'un groupe recherché après la saisie de 1,3 tonne de chanvre indien le 30 janvier sur le littoral mauritanien. Selon les autorités, les trafiquants présumés opéraient «sous la supervision» de Sidi Mohamed Ould Haidalla, déjà cité dans la saisie, en mai 2007, d'environ 600 kg de cocaïne à Nouadhibou (nord-ouest). De

source judiciaire, cette affaire n'a pas encore été jugée et il bénéficiait d'une mesure de liberté provisoire jusqu'à son arrestation. Il avait déjà été détenu au Maroc, où il avait été condamné en 2008 à sept ans de prison pour trafic de drogue, avant d'être extradé vers son pays en 2014.

Faiza O./agences

Tunisie

L'employée franco-tunisienne du CICR enlevée au Yémen «va bien»

Une employée franco-tunisienne du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), enlevée au Yémen en décembre 2015, «va bien», a assuré un responsable du ministère tunisien des Affaires étrangères. «Le ministère est en train de coordonner avec les parties concernées (...) comme le CICR et la France» pour œuvrer à la libération de Nourane Houas, a déclaré le responsable, cité par l'AFP. La jeune femme, res-

ponsable d'un programme de protection humanitaire au sein de la mission de l'ONG au Yémen, a été enlevée le 1^{er} décembre 2015 à Sanaa en même temps qu'un employé yéménite du CICR, relâché quelques heures plus tard. Le mois dernier, de nombreux Tunisiens ont appelé sur les réseaux sociaux à ne pas oublier Nourane Houas, après la diffusion d'une nouvelle vidéo de l'otage. Le CICR a indiqué ne pas

vouloir «spéculer sur l'identité des ravis- seurs ni commenter davantage la vidéo», «implorant ses ravis- seurs à la libérer saine et sauve». La jeune femme était déjà apparue il y a quelques mois dans une vidéo où elle s'adressait au président français François Hollande, au président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi et aux responsables du CICR.

R.M.



Gabon

Traces de sang et impacts de balles au siège de Ping dévasté

■ Du sang séché, des impacts de balles, des dossiers éparpillés, le siège de l'opposant Jean Ping à Libreville porte les traces de l'assaut donné par les forces de sécurité dans les violences qui ont suivi l'annonce de la réélection du président Ali Bongo.

Par Ali O.

«**V**ous voulez voir à l'intérieur ?» Sa liberté de mouvement à peine retrouvée, Fulbert Mayombo Mbenbjangoye, un responsable de l'opposition, conduit jeudi soir les journalistes vers l'immeuble d'habitation de plusieurs étages sous l'œil des gendarmes, qui l'ont retenu pendant 36 heures après l'assaut, avec 25 autres personnalités politiques et civiles



Ph. > D. R.

gabonaises. Au deuxième étage, au sol parmi les débris, sous une affiche du rival d'Ali Bongo promettant «Un Gabon à l'abri de la peur et du besoin», une immense trace rouge de sang séché.

«C'est un jeune homme d'en-

viron 25 ans qu'ils ont tiré par la fenêtre. Le cadavre est resté jusqu'à 14 heures (jeudi)», c'est-à-dire de nombreuses heures après l'assaut lancé dans la nuit de mercredi à jeudi, après la proclamation de la victoire d'Ali Bongo à la présidentielle qui a embrasé Libreville et le Gabon. «Ils nous ont demandé de ramper, ils ont tout cassé, ils ont pris nos ordinateurs», reprend le responsable politique en montrant une porte fracassée d'une petite pièce dont les fenêtres portent la trace de plusieurs impacts. «Voilà la balle qui devait me tuer. Heureusement que je me suis

courbé», raconte M. Mayombo, président d'un petit parti membre du Front uni d'opposition. «Je ne suis pas un militaire mais c'était des détonations de guerre. En 56 ans au Gabon, je n'ai jamais vu cela», poursuit-il encore sous le choc d'un assaut mené par des hommes en civil, assure-t-il, alors que plusieurs centaines de personnes se trouvaient dans l'immeuble et alentour. L'attaque a fait plus de deux morts, le chiffre donné par M. Ping, selon le quinquagénaire, à l'unisson de plusieurs opposants: «Environ une vingtaine. En tous cas on fait des enquêtes».

Après l'assaut, il a été retenu avec d'autres personnalités politiques et civiles dans la cour du bâtiment, sous surveillance policière. Brushing impeccable, drapage du Gabon autour du cou, Chantal Myboto se souvient que les gendarmes étaient courtois, à la différence de la Garde républicaine dont elle déplore l'arrogance.

«J'ai pensé à mes enfants et j'ai dit à mon mari que je ne voulais pas mourir à cause d'Ali Bongo», affirme cette ex-proche de l'ancien président Omar Bongo, le père d'Ali, retenue avec son mari.

Celui-ci, Paul-Marie Gondjout, remercie «la communauté internationale» devant le représentant des Nations unies, Abdoulaye Bathily, qui a supervisé la sortie des 26 après une intervention de la France, l'ancienne puissance coloniale.

«Ces deux jours nous motivent encore plus dans le combat contre Ali Bongo qui se comporte en monarque», ajoute M. Gondjout, représentant de Jean Ping à la commission électorale.

En fin de soirée, vendredi, les 26 opposants libérés se sont retrouvés autour de la piscine et de la pagode du domicile cossu de Jean Ping qui domine la capitale. Ils font bloc autour de leur leader à l'heure de sa déclaration solennelle: «Le monde entier connaît le président de la République du Gabon. Il s'appelle Jean Ping».

A. O.



Points chauds

Fiabilité

Par Fouzia Mahmoudi

Si Donald Trump est détesté par une partie des Américains et par quasiment l'ensemble de la scène politique, que cela soit dans le camp Démocrate comme Républicain, son adversaire Hillary Clinton est à peine mieux lotie. Cette dernière, malgré un CV impressionnant et qui ne laisse aucun doute sur ces capacités pratiques à diriger les États-Unis n'en reste pas moins particulièrement peu aimée parmi ses concitoyens, qui sont même très nombreux à affirmer leur suspicion à son égard. Son appartenance à la caste du pouvoir la plus élevée aux États-Unis depuis des décennies l'a rendu inaccessible à une majorité d'Américains qui justement n'apprécient pas ses relations trop marquées aux plus hautes élites. Et si elle a depuis quelques semaines réussi à distancer son adversaire dans les sondages, c'est en grande partie grâce à Donald Trump lui-même qui n'a cessé de multiplier les provocations de mauvais goût et les erreurs de jugement qui ont mis à mal sa campagne. Mais durant la campagne présidentielle et depuis le début des élections primaires un dossier ne cesse d'empoisonner l'image de la candidate Démocrate, celui des emails de sa période en tant que secrétaire d'État. En effet, le FBI a rendu publiques vendredi des notes inédites sur son enquête ultra-sensible sur les emails d'Hillary Clinton. Ces notes révèlent notamment que la candidate Démocrate utilisait alternativement plus de 13 téléphones portables quand elle était secrétaire d'État. Clinton, qui a utilisé alors un serveur privé non sécurisé malgré la sensibilité des dossiers dont elle était chargée, a expliqué aux enquêteurs qu'elle «faisait confiance» à ses interlocuteurs afin que ceux-ci fassent attention à ne pas lui envoyer d'informations confidentielles par email. Ces nouvelles révélations risquent de relancer la polémique sur les emails d'Hillary Clinton, une affaire qui continue d'empoisonner sa campagne à la Maison-Blanche. «Hillary Clinton brigue une fonction dont chaque jour débute par un briefing top secret, et les notes de son entretien avec le FBI confirment ses terribles erreurs de jugement et sa malhonnêteté», a réagi dans un communiqué l'équipe de campagne de Donald Trump. Également parmi les premiers à s'engouffrer dans cette nouvelle brèche, le président républicain de la Chambre des représentants, Paul Ryan, a estimé que ces notes du FBI «prouvaient la gestion imprudente et vraiment dangereuse par Hillary Clinton de données classées secret». Ces nouveaux documents totalisant 58 pages, dont de larges portions ont été expurgées d'informations confidentielles, retranscrivent notamment l'interrogatoire de l'ancienne secrétaire d'État. Ce dossier est très délicat parce qu'il sert à mettre en doute les deux seules qualités sur lesquelles Clinton peut s'appuyer, compétence et fiabilité, cette affaire des emails mettant en lumière l'amateurisme déconcertant et dangereux dont a fait preuve l'ancienne sénatrice. Reste à savoir si cela suffira à faire douter ceux qui justement s'appuient sur ces deux traits de sa personnalité pour voter pour elle et surtout si cela servira Trump qui n'a cessé depuis le début de la campagne de la traiter de «tromperie».

F. M.

Colombie

Signature de la paix avec la guérilla des Farc le 26 septembre

La paix avec les Farc sera signée le 26 septembre, ce qui mettra fin à 52 ans d'un conflit armé meurtrier avec la plus importante guérilla de Colombie, a annoncé le président Juan Manuel Santos. «La paix sera signée le 26 septembre à Carthagène», a annoncé M. Santos, dont le gouvernement a conclu la semaine dernière un accord historique avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes), à l'issue de près de quatre ans de pourparlers. Sous le coup de l'émotion, le chef de l'État a d'abord dit «26 avril» avant de se reprendre et de répéter sa phrase de bout en bout, en appuyant bien sur la date du «26 septembre». Intervenant à Carthagène des Indes, station balnéaire et important port de la côte caribéenne, M. Santos a ajouté qu'il s'agissait «peut-être de l'annonce la plus importante» de sa vie. La Colombie s'achemine ainsi vers la fin d'une guerre fratricide, le plus ancien conflit armé des Amériques. Au fil des décennies, il a impliqué plusieurs guérillas d'extrême-gauche, dont l'Armée de libération nationale (ELN, encore active), des milices paramilitaires d'extrême-droite et l'armée, faisant au moins 260 000 morts, 45 000 disparus et 6,9 millions de déplacés. L'accord de paix conclu avec

les Farc le 24 août, après d'âpres négociations délocalisées à La Havane depuis novembre 2012, doit être signé par le chef de l'État et par le leader suprême de la guérilla, Rodrigo Londoño, plus connu sous ses noms de guerre Timoleon Jiménez ou Timochenko. Le 29 août à 00H00 (05h00 GMT) est entrée en vigueur le premier cessez-le-feu bilatéral et définitif jamais ordonné avec les Farc, la plus ancienne rébellion de Colombie née en 1964 d'une insurrection paysanne et qui compte encore quelque 7 500 combattants armés. Avant sa signature, l'accord de paix doit être ratifié par la X^e conférence nationale des Farc, qui débutera le 17 septembre. Initialement prévue à partir du 13, elle a été reportée vendredi «pour des raisons logistiques», selon un communiqué de la guérilla. «Du 17 au 23 septembre, nous réaliserons la X^e Conférence, terminant ainsi le cycle des discussions avec la base guérillera», a ensuite tweeté Timochenko. Cette «dernière conférence de notre organisation en armes (...) ratifiera les accords de paix et entérinera la transformation des Farc en mouvement politique légal», a indiqué la guérilla. Fait exceptionnel, elle doit être ouverte à 50 invités nationaux et internationaux, ainsi qu'à la presse car, selon les Farc, «l'importan-

ce historique de cet événement justifie que les peuples de Colombie et du monde s'informent directement». Une fois ratifié par les Farc puis signé, l'accord de paix de 297 pages, qui contient six points principaux (fin des combats, réparations aux victimes, trafic de drogue, réforme agraire et ratification de l'accord), sera soumis le 2 octobre à l'avis des Colombiens par référendum. La campagne électorale qui le précède va durer «seulement quatre semaines, qui vont changer l'histoire du pays», a déclaré M. Santos vendredi à Carthagène. Les électeurs vont devoir répondre par «oui» ou par «non» à la question: «Appuyez-vous l'accord final d'achèvement du conflit et de construction d'une paix stable et durable?». Pour l'emporter, le «oui» devra recueillir au moins 4,4 millions de voix (13% de l'électorat) et le «non» un score plus faible. En cas de rejet, ce qui a été conclu à La Havane serait annulé. Par ailleurs, les Farc et le gouvernement ont annoncé à Cuba que les mineurs combattants qui se trouvent encore dans les rangs de la guérilla commenceront à quitter les camps rebelles le 10 septembre «conformément à l'accord conclu le 15 mai 2016», en référence à l'un des agréments contenus dans le texte définitif.



Des textes inédits interprétés en ouverture

Top départ au festival de la musique diwan

■ La dixième édition du Festival national de la musique diwan s'est ouverte vendredi soir au stade du 18-Février au centre-ville de Béchar en présence d'un public nombreux. Des textes inédits ont été interprétés lors de cette soirée inaugurale par le mâallem Fayçal Soudani et sa troupe d'Alger ainsi que le groupe de reggae «Democratoz» d'Oran.



Par Abia Selles

Le public de la ville de Béchar a renoué vendredi soir au stade du 18-Février avec les rendez-vous musicaux et la musique diwan, après plus d'une année d'absence, à la faveur d'un concert alliant ce genre traditionnel et la musique reggae à l'occasion de l'ouverture du dixième Festival national

de musique diwan. Organisé au centre ville de Béchar cette soirée d'ouverture a réuni les groupes «Gnawa El Kandoussia» de la localité de Kenadsa, le mâallem Fayçal Soudani et sa troupe d'Alger, et le groupe de reggae «Democratoz» d'Oran.

Composée de jeunes musiciens, la troupe «Gnawa El Kandoussia», qui a ouvert cette édition, a présenté au public un spectacle alliant la tradition et la

justesse du jeu à une création chorégraphique témoignant de l'évolution de cette jeune troupe lauréate du premier prix de l'édition précédente. Pour sa part le Mâallem Fayçal Soudani qui a ouvert avec sa troupe la compétition de cette édition anniversaire a proposé un répertoire basé sur des textes rares, majoritairement chantés en langue Haoussa, pas très connu du public qui a apprécié de décou-

vrir un programme différent des choix habituels des participants.

Avec une bonne présence sur scène, une justesse dans le jeu du gombri et la voix limpide du Mâallem, ce premier candidat a réussi à captiver un public d'initiés, réputé exigeant, devant le jury de cette manifestation présidée cette année par Lahcen Bestam, leader du groupe «Essed», le chercheur Kamelia Berkani et le praticien du diwan Ahmed Bourri.

Habitué de ce festival et déjà primé avec sa troupe familiale les «Ouled Haoussa», Fayçal Soudani a salué la «longévité» du festival et regrette cependant «l'absence d'échanges et de rencontres» entre les musiciens et les praticiens présents, rendus impossibles pour des raisons financières.

Dans un style reggae très apprécié par le public de Béchar le groupe «Democratoz» a enflammé son auditoire avec des sonorités et des rythmes reggae sur des textes chantant le quotidien de la jeunesse algérienne dans des titres comme «Dounia», «Mazel» ou encore «Africa» que le groupe a interprété en duo avec le Mâallem Fayçal Soudani.

Lors de son allocution d'ouverture, le commissaire de la manifestation, Hamdani Ammari, a indiqué que la programmation de cette 10e édition avait prévu un «volet académique plus étoffé» en vue de «déposer un dos-

sier de classement du diwan au patrimoine culturel national».

Le dixième Festival national de musique diwan se poursuivra jusqu'au six septembre au stade du 18-Février de Béchar avec encre onze troupes en compétition majoritairement de l'ouest du pays et du nord sahara, en plus de la participation de «Nora Gnawa», «Forsane Maghnia», et «Les Jaristes».

Un volet académique autour du thème musique, culture et développement est également au programme avec la participation de plusieurs universitaires et chercheurs.

A.S.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Complexe sportif 18 février de Béchar

Jusqu'au 6 septembre :
10e Festival national de musique diwane.

Centre culturel Mustapha Kateb

Jusqu'au 5 septembre :
Exposition collective d'artisanat

Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 6 septembre :
Exposition de peinture

«Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.

Palais de la culture Moufidi Zakaria

Jusqu'au 17 septembre :
Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba»

Institut français d'Alger
22 septembre à 19h30 :

Une troupe de danse hiphop gérée par le chorégraphe et chef de troupe Hervé Koubi dévoile un projet atypique : «Ce que le jour doit à la nuit»
Salle Ibn Khaldoun

Chaque vendredi et samedi du mois de septembre :

Projection du long-métrage Comme des bêtes

Chaque lundi et mercredi du mois de septembre :

Projection de SOS fantômes
Les vendredis, samedi et jeudi du mois de septembre :
Projection de «Suicide squad»

Cinémathèque de Bejaïa et théâtre régional Abdelmalek Bougermouh

Du 3 au 9 septembre :

14es Rencontres cinématographiques de Béjaïa.
Librairie Chaïb-Dzaïr (Alger)

Mardi 6 septembre :

Rencontre autour du thème «livre : 5 000 ans d'histoire». Conférence sur l'histoire universelle du livre avec Sid-Ali Sakhri, libraire-éditeur.

Samedi 10 septembre :

Débat autour de l'ouvrage Combats étudiants pour l'indépendance de l'Algérie, UNEA-UGEMA (1955-1962), avec son auteur Dominique Wallon, suivi d'une vente-dédicace.

Palais des raïs, Bastion 23

Une qaâda pour revisiter le passé des Algérois

Pour la dernière soirée de la saison, le Palais des raïs a organisé une qaâda algéroise et ce, le vendredi afin de faire revivre ses visiteurs les plus beaux moments du quotidien des algérois de l'époque. Un public nombreux de femmes, hommes et enfants ont assisté à cet événement d'une journée. «C'était très

sympa de nous faire vivre ces beaux moments» disait une dame soulignant que cette rencontre lui a fait rappeler plusieurs souvenirs d'enfance. Les enfants étaient eux aussi heureux de découvrir une des plus belles habitudes des femmes algéroises. «Ma grand-mère me raconte encore ses souvenirs de cette époque où les

moments en famille avait une grande valeur morale mais me le faire vivre aujourd'hui m'a beaucoup touché. C'est tellement beau que le temps a passé très vite», nous a confié Nadjat de Beb Jdid. L'assistance a apprécié aussi la prestation du groupe chaabi qui a animé la soirée tout en interprétant les meilleures chansons de

ce patrimoine. Il est à noter que cet événement s'inscrit dans le cadre du programme culturel et artistique de Palais des raïs, Bastion 23. Le but majeur de cette soirée est de réunir les Algérois autour de plusieurs activités de leur quotidien et renâitre une tradition ancestrale dans une ambiance familiale et conviviale. L.B.

Festival du cinéma américain à Deauville

Belle ouverture avec Daniel Radcliffe

Le festival du cinéma américain s'est ouvert ce vendredi à Deauville. Pour la 42^e édition, qui se tient jusqu'au dimanche 11 septembre, 37 films sont présentés au public, dont 14 en compétition. Compte tenu du risque terroriste, l'événement fait l'objet d'une sécurité renforcée cette année.

Les planches de Deauville s'approprient à accueillir à partir de ce vendredi le 42^e festival du cinéma américain avec en vedette Daniel Radcliffe, le héros de «Harry Potter», compte tenu de l'absence de Michael Moore, documentariste engagé et

Palme d'Or à Cannes. Vitrine du 7^e art américain sous toutes ses facettes, mais de plus en plus tourné vers le cinéma d'auteur, le festival se tient jusqu'au dimanche 11 septembre sur la côte normande. Cette année, le jury est présidé par l'ancien ministre de la Culture Frédéric Mitterrand. 37 films seront présentés au public, dont 14 en compétition. Le festival va débiter en soirée par un hommage à une actrice en pleine ascension, Chloe Grace Moretz, 19 ans, qui apparaît cette année dans «La cinquième vague» et «Nos pires voisins 2». Ayant fait ses débuts

devant les caméras à l'âge de 5 ans, cette comédienne aux longs cheveux blonds affiche déjà une filmographie conséquente. Elle a fait également des débuts prometteurs au théâtre. Le Britannique Daniel Radcliffe, 27 ans, aura aussi le droit à son hommage, ainsi que les réalisateurs confirmés Stanley Tucci et James Franco.

Le premier film projeté en ouverture était «The Infiltrator» de Brad Furman, avec dans les premiers rôles Bryan Cranston et Diane Kruger. C'est l'histoire vraie de l'agent fédéral «Bob Mazur», qui avait eu la mission

d'infiltrer en Colombie le cartel de la drogue de Pablo Escobar, en se faisant passer pour un homme d'affaires spécialisé dans le blanchiment d'argent.

Malgré l'absence de Michael Moore, contraint d'annuler sa venue pour un problème familial, un hommage lui sera rendu dimanche soir. «Nous sommes tristes de vous annoncer que Michael Moore a dû annuler sa venue en France. Une urgence familiale est survenue, et Michael ne pouvait quitter sa famille dans l'épreuve qu'elle traverse», a indiqué la société Dark Star.

R.C.

Coup-franc direct

Un réveil tardif ?

Par Mahfoud M.

Le président de la FAF semble vouloir prendre à nouveau le taureau par les cornes et réorganiser le football national, alors qu'il avait abandonné la gestion du sport roi et laissé le terrain aux aventuriers. Pourtant, son élection à la tête de cette structure lui impose de se charger justement du développement qui connaît un laisser-aller total. S'est-il rendu compte qu'il se devait d'intervenir après ce qui s'est passé tout récemment avec ces scènes de violence qui ont envahi nos terrains ? Il est clair que c'est vraiment difficile de répondre à cette question, tant que Raouraoua est connu pour être quelqu'un qui calcule ses faits et gestes et ne se jette pas ainsi dans un terrain inconnu. En tout cas, certains semblent sceptiques et pensent que c'est là un réveil tardif de Raouraoua qui ne réussira pas à redresser la barre, tant qu'il restera ainsi à s'occuper de l'équipe nationale et ne souhaite pas s'engager dans un plan de développement du football national. Raouraoua, qui est soit dit en passant heureux qu'un joueur du football local ait rejoint un grand club anglais, doit savoir que notre championnat peut former d'autres joueurs aussi talentueux à condition de lui donner plus de considération et tenter d'aider les clubs à aller vers un véritable professionnalisme, surtout pour ce qui est de l'infrastructure qui manque cruellement en Algérie. **M. M.**

Retrait progressif des policiers des stades Raouraoua parle de nouvelles dispositions

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, a affirmé vendredi que les policiers vont réapparaître de nouveau dans les stades algériens «*mais avec un nombre toujours limité*» au niveau notamment des tribunes et des accès. «*Au vu de ce qui s'est passé lors des deux premières journées du championnat, les policiers vont réapparaître de nouveau, mais avec un nombre réduit, au niveau des tribunes et les accès au stade. Toutefois, le retrait progressif des policiers est toujours maintenu comme décidé auparavant par la direction générale de la Sécurité nationale (DGSN)*», a-t-il indiqué à la Radio nationale. La première journée du championnat de Ligue 1, disputée le week-end du 19 et 20 août, a été marquée par un nombre d'incidents entre supporters, survenus

dans pas moins de quatre stades du pays. Le directeur général de la Sécurité nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel, a annoncé le 19 juillet dernier à Alger le retrait progressif de la police des stades de football à partir de la saison 2016-2017, qui seront remplacés par des stadiers, dans une nouvelle mesure liée à l'organisation des rencontres. Cette décision fait suite aux cahiers des charges imposés aux clubs professionnels depuis 2013. «*Nous avons saisi les clubs qui devront impérativement prendre en charge l'aspect organisationnel de leurs rencontres. La FAF et la DGSN ont décidé de céder leur quote-part des recettes des rencontres pour permettre aux clubs de les utiliser pour la formation des stadiers, mais en vain*», a-t-il regretté.

Jeunes catégories Des entraîneurs étrangers pour les sélections U-20 et U-17

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua, a annoncé vendredi la désignation prochaine de techniciens étrangers à la tête de la sélection des moins de 20 ans (U-20) et celle des U-17, éliminées respectivement aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 de leurs catégories respectives. «*Il y aura des entraîneurs étrangers à la tête de ces deux sélections, c'est une option qui est déjà prise. Nous allons prendre les meilleurs qui vont nous permettre d'évoluer. Un étranger avec des techniciens algériens comme adjoints est déjà évoqué, comme chez l'équipe première*», a affirmé Raouraoua sur les ondes de la Radio nationale. La sélection des

U-20, sous la houlette de Mohamed Mekhazni, s'est fait éliminer dès le 1^{er} tour face à la Mauritanie (aller 2-1, retour 2-0) alors que l'équipe des U-17, avec Saber Bensmain, a été sortie par le Gabon au 2^e tour des éliminatoires (aller 0-0, retour 1-0). Par ailleurs, Raouraoua a évoqué le projet de l'installation d'une direction des équipes nationales (DEN), comme annoncé lors du dernier bureau fédéral, dans l'objectif d'assurer «*une gestion spécifique des sélections nationales et notamment les jeunes afin d'obtenir les meilleurs résultats*». «*Le profil ? Un technicien de haut niveau de préférence un local pour diriger cette structure, mais si nous ne trouvons pas, je serai obligé de me rabattre sur un étranger*», a indiqué Raouraoua.

Eliminatoires de la CAN (dernière journée)/Algérie-Lesotho cet après-midi Le premier test de Rajevac

■ La sélection nationale de football disputera cet après-midi le dernier match comptant pour les éliminatoires de la CAN 2017 face au Lesotho au stade Mustapha-Tchaker.

Les Verts entameront une nouvelle ère avec Rajevac



Par Mahfoud M.

Ça sera une simple formalité dont les Verts devront s'acquiescer, étant donné qu'ils sont déjà qualifiés depuis l'avant-dernière journée. Toutefois, la particularité de cette rencontre est qu'elle se jouera pour la première fois sous la coupe du nouveau sélectionneur, le Serbe Miroslav Rajevac. Engagé en lieu et place du Français Christophe Gourcuff, l'ancien sélectionneur des Black Stars du Ghana aura à cœur de bien débiter son aventure avec l'Algérie, lui qui a eu une discus-

sion franche avec ses joueurs au cours de laquelle il leur a demandé de l'emporter avec l'art et la manière et si possible avec un score assez large. Pour ce premier match avec les Verts, Rajevac devrait compter sur certains joueurs qui n'avaient pas évolué lors des derniers matchs des éliminatoires, à l'image de Soudani qui doit effectuer son retour en remplacement de Brahimi dont le mental a été touché après avoir raté son transfert à Everton. Pour ce qui est de la paire centrale, tout porte à croire qu'il fera confiance au duo Cadamouro-Belkaroui, et ce,

après avoir essayé plusieurs variantes lors des matchs d'application et autres jeux en plus du match amical face au WAB. Pour ce qui est du poste de gardien de but, le nouveau coach des Verts n'a pas pris de décision. Il devrait choisir entre Asselah et Doukha alors qu'il ne pense pas à titulariser Mbolhi qui manque de compétition. L'essentiel pour lui est de mettre en place une équipe capable de l'emporter, donner une meilleure image de la sélection nationale et surtout penser à la préparation des éliminatoires du Mondial 2018 qui sont plus importants. Pour ce match, Rajevac demande à ses poulains d'être quand même très vigilants, d'autant plus qu'après avoir visionné quelques vidéos de cet adversaire il s'est rendu compte qu'il s'agit-là d'une équipe qui dispose de joueurs rapides qui ne s'arrêtent pas de courir sur le terrain.

M. M.

Nigeria Gernot Rohr craint les Verts

Le nouveau sélectionneur de l'équipe nigérienne de football, Gernot Rohr, a affirmé que l'Algérie, l'un des adversaires des «*Super Eagles*» en qualifications de la Coupe du monde 2018, dispose de grands joueurs et constitue le «*grand concurrent*» pour son équipe. «*Les quatre équipes de ce groupe ont des chances égales d'aller à la Coupe du monde 2018 en Russie. Vous avez une grande équipe en Algérie, classée N.1 en Afrique à l'heure actuelle. Tout le monde connaît l'Algérie. Elle dispose de grands joueurs, et sera donc un grand concurrent dans ce groupe*», a déclaré Rohr au site officiel de la CAF. Le Nigeria évoluera dans le groupe B lors des qualifications de la Coupe du monde 2018 aux côtés de l'Algérie, du Cameroun et de la Zambie. Les Nigériens entameront la campagne des éliminatoires par un déplacement à Lusaka en octobre prochain pour affronter la Zambie. «*C'est*

bien de commencer face à la Zambie d'abord, même si elle reste une grande équipe aussi parce qu'elle avait gagné la CAN au Gabon en 2012. Les Zambiens ont une grande tradition», a-t-il ajouté. Interrogé sur les chances de son équipe d'aller au Mondial russe, le technicien franco-allemand a estimé que le groupe est ouvert et que les Nigériens aborderont les éliminatoires avec une grande motivation. «*Le groupe est ouvert, mais je pense que la motivation de l'équipe nigérienne est très élevée. Toutes les équipes de notre groupe veulent aller en Russie, mais nous avons une plus grande motivation, notamment après bonne performance du Nigeria lors des récents Jeux Olympiques JO-2016 de Rio (médaillon de bronze, ndr). Nous ne disposons pas beaucoup de temps honnêtement, mais il est possible de construire une très bonne équipe*», a-t-il affirmé.

Ligue 2 Kerbadj réaffirme que les derbies blidéens se joueront au stade Tchaker

LE PRÉSIDENT de la Ligue de football professionnel (LFP), Mahfoud Kerbadj, a réaffirmé vendredi que les rencontres derbies entre les trois clubs de la wilaya de Blida, pensionnaires de la Ligue 2 algérienne, auront lieu au stade Mustapha-Tchaker de Blida. L'USM Blida et le RC Arbaâ, relégués au deuxième palier à l'issue de l'exercice précédent, ainsi que le WA Boufarik, nouveau promu dans cette division, s'affronteront pour la première fois en Ligue 2, dont le coup d'envoi sera donné le 9 septembre en cours. Kerbadj, invité de la Radio nationale, a toutefois précisé que la LFP se garde le droit de délocaliser les derbies blidéens s'il y a un obstacle pour les programmer dans l'enceinte de Tchaker.

Handball /CAN U19 garçons (1^{re} journée)

L'En dispose du Maroc

LA SÉLECTION algérienne de handball des moins de 19 ans a battu son homologue marocaine (33-22) en match disputé vendredi à Bamako, pour le compte du premier tour du championnat d'Afrique des nations actuellement en cours au Mali. Un précieux succès pour les «*Verts*», ayant rallié Bamako à la toute dernière minute, après un voyage

mouvementé accentué par la perte d'un temps considérable, notamment, pendant l'escala à Abidjan (Côte d'Ivoire). La sélection algérienne affronte son homologue malienne samedi pour le compte de la 2^e journée. Outre l'Algérie et le pays organisateur, le Mali, le Groupe «*A*» comporte également la Guinée, au moment où le Groupe

«*B*» est composé de l'Égypte, de la RD Congo, le Rwanda et la Tunisie. Ces huit pays se disputent les trois places attribuées à l'Afrique pour le Championnat du monde des jeunes. La phase finale de la CAN-2016 des U-19 prendra fin le 9 septembre et sera suivie de la CAN-2016 des U-21, prévue du 11 au 18 septembre, également au Mali.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam

Six contrebandiers appréhendés



SIX contrebandiers ont été appréhendés vendredi à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam par des détachements de l'Armée nationale populaire qui ont également saisi des produits destinés à la contrebande, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la sécurisation

des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont appréhendé le 2 septembre 2016 à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, 6 contrebandiers et saisi 2 camions, 2 véhicules tout-terrain, 11 tonnes de denrées alimentaires, 2.500 litres de carburant, 3 groupes électrogènes, 9 marteaux piqueurs, 3 détecteurs de métaux, 3 864 unités de produits cosmétiques et 5 téléphones portables», précise le MDN. A Ain Témouchent, les éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté quatre personnes à bord de deux véhicules, en possession de fusils de confection artisanale et une quantité de poudre noire», alors que d'autres éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé un contrebandier et saisi 6 022 unités de différentes boissons à Mostaganem et Saïda». A Ouargla, un détachement de l'ANP, «a appréhendé six immigrants clandestins de différentes nationalités». D'autre part, des unités des gardes-côtes d'Annaba et de Skikda «ont déjoué plusieurs tentatives d'émigration clandestine de soixante-deux personnes à bord d'embarcations artisanales», signale enfin la même source.

Anis G.

FLN

Chelgham à la tête de la commission des études et de la prospective

LE PARTI du Front de libération nationale (FLN) a procédé samedi à Alger à l'installation de la commission des études et de la prospective chargée de l'élaboration des approches et études prospectives du parti à court et long termes. Présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chelgham Abdesslam, la commission est composée de 24 membres. Cette instance a pour objectif de rassembler des idées et visions sur la base d'analyses scientifiques qui prennent en compte les données et les circonstances présentes et futures. Dans une allocution à l'occasion de l'installation de la commission, M. Chelgham a souligné que «la commission est ouverte à tous les cadres, militants du parti et experts», ajoutant qu'une «réunion est prévue prochainement pour élaborer le programme d'action fixant les grands axes devant être adoptés». Le ministre a précisé que la commission mise en place conformément à l'article 37 des statuts du parti adopté lors de son congrès de mai 2015, «n'est pas concernée par les prochaines échéances». Il a dans ce sens mis en exergue son importance en matière d'élaboration d'approches et d'études prospectives sur les court et long termes afin de permettre à la direction du parti de bénéficier des compétences scientifiques et de l'expérience des cadres du

parti. Ceci permettra, a ajouté M. Chelgham d'élaborer des études stratégiques et des visions qui favoriseront la «participation constructive et effective du parti à la proposition de solutions et d'alternatives aux différentes questions sur les plans politique, social et économique conformément au programme du président de la République». La commission est également composée des ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, des Relations avec le Parlement, Ghania Eddalia, de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, Imane Houda Feraoun. Djamel Ould Abbas a saisi cette occasion pour présenter son nouveau livre sur la nouvelle Constitution.

N. H.

Constantine/Accident de la circulation à Zighoud Youcef Bilan : Un mort et huit blessés

Une personne a trouvé la mort et huit autres ont été blessées dans un accident de la route survenu sur l'axe routier de la route nationale (RN) n° 3 traversant la commune de Zighoud Youcef dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris samedi auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit au lieu-dit Beni Salah quand un véhicule de tourisme et un bus assurant la ligne Annaba-El Oued sont entrés en collision, a précisé la même source, soulignant que la personne décédée était âgée de 29 ans. Les blessés, âgés entre 16 et 50 ans ont été évacués à l'hôpital de la commune de Zighoud Youcef, a-t-on encore détaillé. Une enquête a été ouverte pour déterminer avec exactitude les causes de cet accident, a-t-on conclu.

O. B.

Rentrée 2016-2017



Djalou@hotmail.com

Football

Pas de retrait des agents de police des stades

Le directeur de la sécurité publique à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur de police, Aïssa Naïli, a démenti samedi à Alger, «tout retrait des agents de police des stades» comme rapporté récemment, précisant qu'«un plan bien ficelé» était en cours d'élaboration avec tous les secteurs concernés.

Par Hasna C.

Lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce du dispositif sécuritaire mis en place à l'occasion de la rentrée scolaire et sociale et la fête de l'Aïd el Adha, M. Naïli a souligné que «le retrait des agents de police des stades n'est pas envisagé», précisant qu'«un plan bien ficelé est en cours d'élaboration en collaboration avec tous les secteurs concernés par la sécurisation des stades». La dotation des stades en caméras de surveillance se veut le meilleur moyen de garantir «l'intervention» des forces de l'ordre au moment

opportun pour mettre fin aux émeutes qui éclatent entre supporters, a poursuivi le même responsable. «Ledit plan sera développé progressivement», a indiqué le directeur de la sécurité publique, ajoutant que «la sécurité du citoyen est au cœur de notre action». Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Mohamed Raouraoua avait affirmé vendredi que les

policiers allaient réapparaître de nouveau dans les stades algériens «mais avec un nombre toujours limité» au niveau notamment des tribunes et des accès. La première journée du championnat de Ligue 1, disputée le week-end du 19 et 20 août, a été marquée par un nombre d'incidents entre supporters survenus dans pas moins de quatre stades du pays. H. C./APS

Sidi Aïssa/M'sila

Saisie de plus de 1800 CD contrefaits

QUELQUE 1 874 supports audio et vidéo contrefaits et commercialisés illicitement ont été saisis dans la ville de Sidi Aïssa, située à 100 km au nord de la wilaya de M'sila a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'opération de la saisie, opérée durant les dernières 48 heures a été menée par les éléments de la police dans une opération de contrôle du marché de l'édition à travers des visites inopinées des commerçants versés dans ce volet d'activité, a précisé la même source. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya cette action marque le lancement d'une vaste opération de contrôle pour éradi-

quer le phénomène de la contrefaçon qui constitue un frein à la création et à la promotion des œuvres d'art et de leurs auteurs. Les mêmes services ont ajouté que quatre (des commerçants contrôlés) feront l'objet de poursuites judiciaires. Selon les statistiques de la direction générale de l'ONDA (Office national des droits d'auteur et des droits voisins) plus de 600 000 supports contrefaits sont saisis et détruits chaque année dans le pays, a-t-on rappelé, soulignant que pas moins de trois millions autres supports contrefaits sont écoulés annuellement sur le marché parallèle, à l'échelle nationale.

Safia G./APS